

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 72 *

MONTRÉAL, LE LUNDI 27 MARS 1995

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

«Schengenland»

L'Europe fait disparaître les postes-frontières

On avait annoncé des queues de plusieurs dizaines de kilomètres aux postes-frontières, des engorgements aux aéroports, voire des émeutes. Les journaux anglais, évidemment, s'étaient amusés à prévoir le pire. Le très britannique *The European* avait parlé de 20 heures d'attente à la frontière orientale de l'Allemagne. Rien de tout cela ne s'est produit. Le 26 mars a été une journée comme les autres à tous les postes frontaliers européens.

C'est pourtant hier qu'est entré en vigueur le traité de Schengen garantissant la libre circulation des personnes entre les pays européens signataires. Le groupe comprend la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, les trois États du Benelux, l'Italie et la Grèce (ces deux derniers n'appliquant le traité que dans quelques mois). L'Autriche devrait le signer d'ici mai. Le Danemark, la Suède et la Finlande ont manifesté leur intérêt. Seuls les Britanniques, à peine remis du tunnel sous la Manche, opposent une fin de non recevoir à une évolution pourtant inévitable.

Signés en 1985, les Accords de Schengen prévoient la libre circulation des personnes de toutes nationalités. Cela signifie qu'un Canadien qui entre en Europe n'est plus contrôlé qu'à son point d'entrée. Il peut par la suite circuler librement entre les pays signataires. Ce sont les douaniers espagnols qui veillent dorénavant sur une partie de l'immigration maghrébine en France et les douaniers allemands sur une partie de celle des Roumains en Belgique.

Peu de mesures auront autant symbolisé, tant à droite qu'à gauche, la crainte de l'envahissement étranger. C'est pourquoi les chefs d'État ont préféré ne pas sabler le champagne pour l'occasion. En France, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, s'est fait tordre le bras par son premier ministre, Edouard Balladur, pour ratifier l'entente. Il a d'ailleurs engagé 6200 nouveaux policiers afin de renforcer les contrôles des non-Européens aux points sensibles. L'accord ne sera appliqué entièrement en France que dans quelques mois.

Si Schengen signifie l'abolition des contrôles d'identité entre les pays signataires, il implique aussi un renforcement de ceux-ci avec les autres pays. Pour donner une idée de la complexité de l'opération, il y a deux semaines, l'Autriche qui veut se joindre au groupe de Schengen a testé les nouveaux contrôles qu'elle devra imposer aux voyageurs non européens. Résultat: sans accès à un système informatisé, une file d'attente de neuf heures s'est formée au poste-frontière de Nickelsdorf, entre Budapest et Vienne.

La libre circulation des personnes entre les pays signataires n'est en effet possible que par la mise en commun des données de chaque pays. Pour cela, les Européens ont créé près de Strasbourg le Système d'information Schengen (SIS), une vaste banque informatique qui centralise aussi bien le nom des personnes indésirables que des données sur les véhicules, les armes, les pièces d'identité ou les billets de banque volés. Un réservoir de dix millions de renseignements accessible à tous les postes-frontières et tous les consulats des pays membres de «Schengenland». Les services de police ont aussi reçu des instructions communes et les procédures d'octroi des visas ont été uniformisées.

Dans les pays scandinaves, les Accords de Schengen pourraient donner lieu à de curieux arrangements. La Norvège, qui a refusé l'an dernier de rejoindre l'Union européenne, envisage d'appliquer volontairement les Accords de Schengen afin d'éviter l'érection d'un mur de Berlin le long de la frontière suédoise et de garantir la libre circulation des Scandinaves pratiquée depuis 1954.

Les États européens avaient eu plus de facilité à abaisser leurs barrières douanières que les contraintes qu'ils font peser sur les étrangers. Pas facile de faire accepter à un pays aussi furieusement jaloux de sa souveraineté que la France, de remettre entre les mains de ses voisins des fonctions aussi sensibles que la circulation des étrangers sur son territoire, la lutte contre les trafiquants ou le terrorisme.

Quant on connaît toute la charge émotive de ces questions, on comprend l'importance du geste effectué hier par les neuf signataires de l'accord. Ce qui passe aujourd'hui pour une simple mesure administrative, représente en fait une petite révolution des habitudes et des mentalités. Sans que cela fasse grand bruit, depuis peu, les Européens, où qu'ils habitent et quelle que soit leur nationalité, ne peuvent-ils pas voter aux élections du parlement européen et de leur municipalité?

Viendra un jour où les postes-frontières ressembleront à des donjons en ruine hantés par quelques fantômes d'une autre époque. En Europe, du moins, ce jour n'est pas si loin.

| | |
|----------------------|--|
| INDEX | MÉTÉO |
| AgendaB6 | Montréal |
| Avis publicsB4 | Ensoleillé avec passages nuageux. |
| ClasséesB5 | Max: 10 |
| CultureB8 | Québec |
| ÉconomieB2 | Nuageux le matin, suivi d'un dégagement graduel. |
| ÉditorialA6 | Max: 6 |
| Le mondeA5 | Détails en B7 |
| Mots croisésB5 | |
| Les sportsB5 | |

L'ENTREVUE

Gilles Maheu: de désir et d'angoisse

PAGE B 1



LE MONDE

L'exode hutu se poursuit au Burundi

PAGE A 5



ACTUALITÉS

Guerre du flétan: les Espagnols sauvés par le brouillard

PAGE A 2

«Les Québécois ne sont pas prêts»

■ Quand seront-ils disposés à voter OUI? «D'ici peu», dit Parizeau
■ Les jeunes péquistes réhabilitent Pierre Bourgault

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Mis en cause par les appels à la prudence qui lui sont venus de la plupart des commissions régionales, le premier ministre Parizeau s'est finalement rendu à l'évidence et a admis hier que si le référendum avait lieu maintenant, le NON l'emporterait.

«Les Québécois ne sont pas prêts, maintenant, à voter en faveur de la souveraineté», a-t-il reconnu à l'occasion du congrès que les jeunes péquistes ont tenu

en fin de semaine à Saint-Hyacinthe.

Mais pour M. Parizeau, il s'agit seulement d'une question de temps pour parvenir à renverser le courant et obtenir l'adhésion d'une majorité de Québécois. «Il faut faire tous les efforts pour que d'ici peu, ils le soient.»

Irrité par l'insistance des journalistes qui tentaient de l'amener à préciser dans le temps l'expression «d'ici peu», le premier ministre a conclu sèchement l'échange par une réponse qu'il a lui-même qualifiée de byzantine: «Nous pensons qu'ils seront prêts à voter pour la souveraineté au moment où l'on constatera nous, qu'ils le sont,

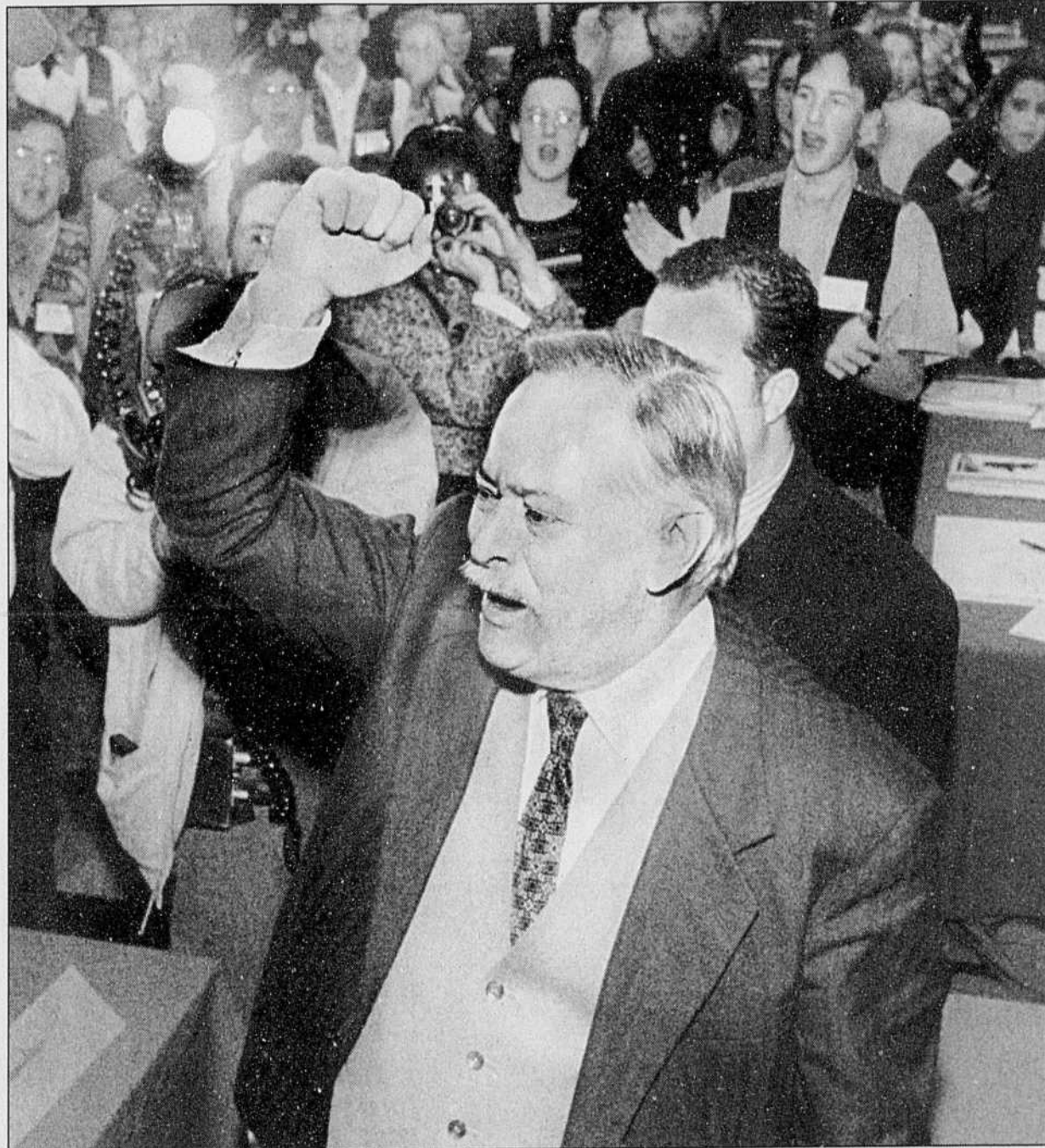
et à ce moment, nous tirerons les conclusions qui s'imposent et qui feront que c'est le moment qui sera choisi pour faire en sorte que l'on gagne.»

Plus tôt, devant les congressistes, le présidente du PQ

VOIR PAGE A 8: QUÉBÉCOIS

VOIR AUSSI EN PAGE A 4

■ Il ne faudrait pas «constitucionaliser» le pouvoir des régions, dit Monique Simard
■ Sondage: 70 % des artistes sont souverainistes



En congrès à Saint-Hyacinthe, quelque 600 jeunes péquistes ont réservé un accueil enthousiaste à leur chef, Jacques Parizeau, qui leur a notamment parlé des merveilles de l'autoroute électronique.

Conflit du rail

Les Communes adoptent la loi spéciale

Mais le service ferroviaire ne reprendra pas avant demain

PC ET LE DEVOIR

Ottawa — Les employés des chemins de fer reprennent le travail aujourd'hui mais le trafic ferroviaire ne reviendra probablement pas à la normale avant mardi, au plus tôt. Bailleurs et expéditeurs de marchandises devront donc patienter encore un peu avant de pouvoir de nouveau utiliser le train.

Une loi spéciale ordonnant le retour au travail aux syndiqués a été adoptée en Chambre et a reçu la sanction royale hier vers 17h30. Elle enjoint les employés de retourner au travail 12 heures après son entrée en vigueur.

Des représentants syndicaux ont averti leurs membres de démanteler leurs piquets de grève à 6h, ce matin et de se préparer à retourner au travail. Les dirigeants des compagnies de chemins de fer ont également indiqué qu'il faudrait un jour ou deux pour remettre tous les trains en service.

Chez CP Rail, où le trafic n'a été que partiellement interrompu par le conflit de travail, Barry Scott a fait savoir que l'ensemble de ses convois roulerait normalement d'ici à demain.

Quant aux trains de transport de marchandises du CN

VOIR PAGE A 8: RAIL



Lucienne Robillard



Lucien Bouchard

ITALIE

Gauche «libérale» contre droite «péroniste»

Ex-communistes et ex-fascistes se tutoient à la télévision, mais, en réalité, se détestent plus que jamais

Boursier Michener, l'éditorialiste du *Devoir* séjourne ce printemps à Rome, d'où il nous écrira de temps à autre d'ici l'été. Il commence cette semaine avec trois articles sur l'Italie, un an tout juste après la victoire électorale du magnat de la télévision Silvio Berlusconi.

FRANÇOIS BROUSSEAU
LE DEVOIR

Rome — Jeudi soir, sur la troisième chaîne de la télévision publique italienne RAI. À gauche, le leader du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-Parti communiste) Massimo D'Alema. À droite, le leader de l'Alliance nationale (AN, ex-MSI fasciste) Gianfranco Fini.

Sujet de l'échange du moment, la date des prochaines élections. D'Alema à Fini: «Tu vois Gianfranco, nous sommes d'accord. Des élections en octobre.» Un peu plus tard, sur une autre question, Fini à D'Alema: «Voyons Massimo, tu exagères un peu!» Et, d'accompagner le commentaire d'une amicale tape dans le dos de son interlocuteur. C'est le ton qui compte ici: le «communiste» et le «fasciste», ensemble à la télévision, sur le mode cordial voire familial.



VOIR PAGE A 8: ITALIE

Mais cette scène est trompeuse. Un tel échange, avec tapes dans le dos et tutoiement entre les leaders de familles politiques aux extrêmes du spectre italien, ne représente pas fidèlement la situation actuelle. On peut l'expliquer par le caractère exceptionnel des deux hommes en question, personnalités sérieuses et posées — «les deux seuls vrais politiciens d'Italie», a écrit un éditorialiste — dans un monde de bouffons au verbe enflammé, à l'insulte facile et au programme approximatif.

Gianfranco Fini, lors d'un congrès de son parti tenu en janvier, a prétendu jeter aux orties les derniers signes qui le reliaient aux origines mussoliniennes du mouvement, rendant même hommage à l'antifascisme des années 40. Ce faisant, il s'est retrouvé avec une «droite de la droite» qui a claqué la porte. Quant à l'ex-com-

Le colloque sur les 85 ans du *Devoir*

Le Monde nouveau est promesse de succès

MARC THIBODEAU
LE DEVOIR

L'avenir des médias indépendants est loin d'être sombre si l'on en juge par le succès du quotidien *Le Monde* qui a réussi, grâce à un ambitieux plan de relance, à hausser son tirage de 12,5 % au cours des derniers mois.

«Ces chiffres révèlent que notre nouvelle formule nous a permis de reconquérir notre lectorat traditionnel tout en séduisant de nouveaux venus», indique l'éditorialiste du *Monde*, Jean-Pierre Langelier, qui était de passage à l'Université du Québec à Montréal samedi dernier dans le cadre du colloque *Le Devoir: un journal indépendant, 1910-1995*.

Le porte-parole de la célèbre institution française se dit résolument optimiste quant au devenir des quotidiens indépendants, qui offriront toujours, dit-il, des «produits intellectuels novateurs et indispensables» à la population.

Indispensables d'abord, précise M. Langelier, par l'analyse et la hiérarchisation de l'information qu'il propose dans un monde où les citoyens sont submergés de nouvelles. Mais indispensables aussi par le simple plaisir de lecture qu'ils procurent.

Cet optimisme est d'ailleurs partagé par la directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, qui a réaffirmé lors de son discours de clôture que le quotidien de la rue de Bleury était en voie d'atteindre l'équilibre des revenus et des dé-

VOIR PAGE A 8: SUCCÈS

■ Voir autres textes en pages A 3, A 6 et A 8

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LE CENTRE

 À MONTRÉAL
AUTO STRASSE
 5905 AUTOROUTE TRANS-CANADIENNE, ST-LAURENT 748-6961

Colloque *Le Devoir*: un journal indépendant 1910-1995

Le Québec occulte une tranche de son histoire

De vastes pans de la Deuxième Guerre mondiale ont été passés sous silence, affirme un historien

MARC THIBODEAU
 LE DEVOIR

La société québécoise souffre d'un important «trou de mémoire» quant à son rôle au cours de la Deuxième Guerre mondiale, de vastes pans de l'histoire de cette époque ayant été passés sous silence au cours des cinquante dernières années.

C'est le message non équivoque qu'a lancé l'historien Claude Beaugrand dans le cadre d'un atelier du colloque *Le Devoir: un journal indépendant, 1910-1995* portant sur *Le Devoir* et la scène internationale.

«Cette période a tout simplement été évacuée de la mémoire collective», a répété M. Beaugrand en soulignant qu'il est bien rare aujourd'hui de trouver mention dans les manuels d'histoire des quelque 90 000 Québécois et Québécoises qui ont participé à la guerre.

Le retour en arrière est d'autant plus ardu, a-t-il précisé, que les nationalistes québécois de l'époque n'ont jamais voulu admettre certains enjeux du conflit et ont «toujours interprété la question de la participation canadienne dans un contexte de querelles entre Canadiens anglais et Canadiens français».

Une optique qui, comme l'a relevé le président de la Commission d'accès à l'information, Paul-André Comeau, un ancien rédacteur en chef du *Devoir*, s'est traduite au sein des pages de ce journal par un discours résolument isolationniste et une sympathie longuement maintenue envers le régime pétainiste.

M. Beaugrand, qui est associé au Service historique du ministère de la Défense nationale, a indiqué à ce titre que les thèmes défendus par le quotidien tout au long de la Deuxième Guerre mondiale se sont traduits par des relations plus que tendues avec les censeurs de la presse.

Lorsque le gouvernement fédéral impose son contrôle sur les communications au pays en 1939, les journaux se voient dans l'obligation de respecter une réglementation qui vise à la fois l'information militaire et l'information politique.

Mais *Le Devoir*, alors dirigé par Georges Pelletier, ne l'entend pas ainsi et demeurera le seul journal à condamner la participation canadienne à la guerre. Ceci, au grand désespoir des censeurs qui réclameront à plusieurs re-

prises, mais toujours en vain, une intervention vigoureuse du gouvernement.

Les politiciens de la scène fédérale sont conscients que *Le Devoir* est le moyen d'expression d'une partie de l'élite québécoise et que toute action trop vigoureuse pour le museler aurait des répercussions importantes.

Les accrochages avec les censeurs se multiplient sans jamais toutefois entraîner une intervention décisive du gouvernement. C'est ainsi que *Le Devoir*, sous la plume de Léopold Richer, peut écrire en 1940 que «la guerre actuelle, comme celle de 1914, n'est pas une guerre entre deux idéologies de gouvernement, mais entre plusieurs impérialismes».

«Un jeu du chat et de la souris»

Georges Pelletier s'excuse auprès du censeur en chef de la presse, Fulgence Charpentier, en soulignant que le texte en question a été publié en son absence et qu'il aurait certainement été corrigé autrement. «On assiste en fait, a souligné M. Beaugrand, à un véritable jeu du chat et de la souris».

Jeu que ne prise guère M. Charpentier, qui fustige le quotidien pour son «opposition à la guerre, son appui à Pétain et la glorification des anti-britanniques».

Le rappel de cette période de l'histoire du *Devoir* et des orientations sous-jacentes de la société québécoise n'aura pas été sans susciter un certain émoi au sein de l'auditoire.

Une ancienne militante du Bloc populaire est intervenue vigoureusement pour souligner que ces prises de position n'avaient pas été oubliées et devaient être appréciées en fonction du contexte de l'époque.

La Deuxième Guerre mondiale n'aura pas été le seul moment trouble du *Devoir*. Déjà vendredi, le directeur de la section québécoise du Congrès juif canadien, Jack Jedwab, avait rappelé à ce titre les relations tendues qu'entretenait le quotidien avec la communauté juive durant les années 30.

La directrice actuelle du *Devoir*, Lise Bissonnette, a précisé, pour sa part, lors de la séance de clôture du colloque, qu'il ne fallait pas hésiter à regarder en face les «dérives» qu'a pu connaître le quotidien par le passé.



Serge Ménard PHOTO ARCHIVES

Ménard lance un appel au respect mutuel

LE DEVOIR

Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, souhaite que le débat référendaire qui s'amorce transcende la partisanerie politique pour prendre uniquement en considération les intérêts de la société québécoise.

Une éventualité qui, estime-t-il, passe nécessairement par la reconnaissance que fédéralistes et souverainistes au Québec sont unis dans leur volonté d'assurer «l'épanouissement d'une culture originale en Amérique du Nord fondée sur la langue française». M. Ménard a lancé cet appel au respect mutuel lors de la séance de clôture du colloque *Le Devoir: un journal indépendant, 1910-1995*, qui s'est terminé à l'Université du Québec à Montréal samedi.

Le ministre péquiste a invité à cette occasion les membres de son propre parti à reconnaître «l'idéal généreux de la majorité des fédéralistes québécois» qui misent sur un réaménagement de la constitution canadienne.

Il a toutefois demandé à ces mêmes fédéralistes de bien soupeser les conséquences d'un vote négatif au prochain référendum en les appelant à évaluer «avec réalisme» les chances qu'une telle réorganisation puisse voir le jour dans un avenir prévisible.

Dumont se laisse désirer

Québec (PC) — Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, ne dira pas dans quel camp il fera campagne lors du prochain référendum, tant et aussi longtemps que le processus entourant l'avant-projet de loi ne sera pas terminé et que le gouvernement du Parti québécois n'aura pas fait son nid.

D'un autre côté, M. Dumont estime que pour conserver un rapport de force au Québec face au reste du Canada, la question référendaire doit tenir compte d'une union économique et du consensus en ce sens perçu durant les travaux des commissions régionales sur l'avenir du Québec. Puisqu'il estime que le référendum doit être gagné, «il va falloir que le gouvernement se branche, qu'on s'entende sur quelque chose et que si on ne s'entend pas, on annule le référendum».

Réunis hier dans la capitale pour tracer un bilan des commissions, une centaine de membres de l'ADQ ont écouté leur chef avertir le gouvernement: «Si le gouvernement conserve la stratégie de la pédale au plancher, on la jugera comme parti. Ce n'est pas moi qui vais le faire, qui vais la dicter et à ce moment-là, il y aura toutes sortes de considérations, autant en ce qui touche au rapport de force qu'à la signification d'un NON.»

Refonte de l'enseignement supérieur

Les étudiants tiennent à participer activement aux états généraux de Garon

LE DEVOIR

Les étudiants sont bien décidés à participer au processus de refonte de l'enseignement supérieur que prépare le ministre Garon. Et surtout pas en observateurs! C'est ce qui ressort de l'assemblée générale annuelle de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui se tenait cette fin de semaine à l'Université McGill. La FEUQ regroupe une dizaine d'associations universitaires, c'est-à-dire la grosse majorité des étudiants.

Or, très vite, précise François Rebello, président de la Fédération, la centaine de représentants sont arrivés à un consensus: «Aux futurs états généraux, au moins trois commissaires sur les huit que veut nommer M. Garon devront être des étudiants, si on veut que les discussions soient branchées sur la réalité des écoles d'aujourd'hui. Après tout, la plupart des hauts responsables, qui prendront en main la réforme, sont issus du cours classique et n'ont pas vécu le système d'éducation actuel. Il est normal que ceux qui reçoivent les services aient leur mot à dire, autant

que ceux qui les dispensent!»

D'autre part, les étudiants ont fait une mise en garde contre l'esprit de corporatisme qui pourrait compromettre les états généraux. «Nous ne voulons pas d'une guerre de groupes d'intérêts comme celle qu'on a pu voir lors des discussions sur la réforme du collégial de Mme Robillard, où certains profs étaient plus préoccupés par la perte de leur emploi que par le souci d'améliorer l'enseignement. Pour arriver à des idées constructives et réaliser une véritable réforme, il faut oublier les intérêts particuliers.»

Les étudiants, dit M. Rebello, seront certainement très motivés par le fait de participer aux discussions, d'autant que l'échéancier de M. Garon est long. «Déjà, des comités de réflexion sont mis en place sur plusieurs campus et dès l'automne prochain, nous voulons organiser un plus large débat.» En fin de semaine, les associations étudiantes sont tombées d'accord sur certaines réformes. «Selon nous, c'est l'enseignement qui doit redevenir la priorité des universités, précise M. Rebello, et non pas la

recherche comme c'est le cas maintenant. Si des étudiants étaient impliqués dans le processus d'embauche et de promotion des professeurs, leurs qualités de pédagogues entreraient aussi en ligne de compte.»

«Dans le même ordre d'idées, nous voulons que les évaluations des professeurs faites par les étudiants cessent d'être confidentielles. Quand un professeur obtient des succès, des prix, dans ses recherches, c'est toujours très publicisé, alors que le bon enseignement n'est pas valorisé. Nous voulons changer cela.»

Enfin, comme à la Commission des jeunes sur l'avenir du Québec, l'accès à l'emploi s'est avéré l'une des préoccupations majeures des représentants de la FEUQ (environ une centaine), qui voudraient penser à des solutions: «Il faut revoir non pas tant le contenu de l'enseignement, précise M. Rebello, que les transitions vers le marché du travail. Par exemple, un sondage récent, fait à l'Université Laval, montre que les étudiants souhaitent qu'il y ait beaucoup plus de stages en entreprise.»

Alors, ce chapeau?



PHOTO AP

SE LAISSERA-T-IL tenter par un chapeau? Une chose est certaine, ce n'est sûrement pas le choix qui manque, comme en témoigne cet étal de chapeaux offerts, hier, dans une rue du centre-ville de Port-au-Prince, la capitale haïtienne. Jean-Bertrand Aristide a beau être revenu au pouvoir, les prix restent élevés et les acheteurs frileux.



Saab 900 S

399\$/mois
 (36 mois)

Parmi les voitures de sa catégorie, le prix de la Saab 900 S — à partir de 26 995\$ — bafoue les convenances. Évidemment, elle est équipée d'un moteur 2,3 litres à 16 soupapes, d'une boîte manuelle 5 vitesses, de zones de déformation à l'avant et à l'arrière, d'une cage de sécurité renforcée, de freins ABS aux quatre roues et de deux sacs gonflables. Ne vous attendez pas à moins de la part d'une Saab.



* Paiements basés sur un bail de location de 36 mois selon le PDV de la Saab 900 S 1995. Transport, taxes de vente et immatriculation en sus. Versement initial de 3 487\$ ou échange équivalent, premier paiement de 399\$ et dépôt de garantie remboursable de 475\$ requis à la signature du contrat. OPTION D'ACCIDENT: 14 476\$. Frais de 5¢ par kilomètre applicables après 72 000 km. Sujet à l'approbation du crédit.

LE CHOIX N° 1 À MONTRÉAL
 Venez voir notre unique salle de montre

SAAB de Decarie

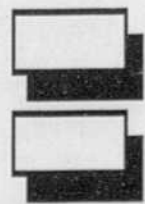
5400 BOUL. DÉCARIE MONTRÉAL, 483-5555

C'EST LA FIEVRE DU PRINTEMPS

CHEZ NORDEST

Dernière chance pour nos Jetta 94

«Faites vite. Quantité limitée»



3,9%

%*

24 mois

DERNIERE CHANCE
 L'OFFRE PREND FIN
 LE 31 MARS 1995

VCI

*Sujet à l'acceptation du crédit avec VCI. Financement maximum 20 000,00 \$, sur nos Jetta neuves 94 en inventaire, taux de crédit annuel 3,9% 24 mois, 5,9% 36 mois, 7,25% 48 mois, 8,25% 60 mois. L'offre prend fin le 31 mars 95.

VCI

NORDEST VOLKSWAGEN LTÉE 10395 boul. Pie IX, Montréal-Nord, Qué., Tél.: **325-3422**

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SUCCÈS

«Il y a un seul quotidien indépendant au Québec»

SUITE DE LA PAGE 1

penses. «Et nous pensons même faire des profits un jour ou l'autre», a-t-elle ajouté à l'attention de Denys Pelletier, qui est président de la première fiducie de l'Imprimerie Populaire Ltée., la société-mère du Devoir Inc.

M. Pelletier était intervenu précédemment lors d'une table ronde sur l'avenir des médias indépendants en soulignant que *Le Devoir* n'avait enregistré des profits qu'à la fin des années 70, à l'époque où plusieurs quotidiens étaient en grève. «On ne savait pas quoi en faire», a-t-il lancé à la blague.

D'éventuels profits seraient également bien accueillis pour *Le Monde*, qui a dû recueillir près de 300 millions de francs de capitaux frais afin de se remettre sur pied. De cette somme, a expliqué M. Langelier, 77 millions de francs constituent en fait un prêt qui devra être remboursé au cours des cinq prochaines années sous peine d'être convertis en actions. «Si une telle éventualité devait survenir, a noté le journaliste, les capitalistes extérieurs au *Monde* détiendraient alors la balance du pouvoir décisionnel. C'est une épée de Damoclès qui pèse au-dessus de nos têtes.»

La table ronde, qui regroupait une dizaine de représentants du monde des médias, aura permis à ce titre de mettre en relief les grands défis auxquels est désormais confrontée la presse écrite dans le monde féroce des communications.

Joan Fraser, rédactrice en chef de *The Gazette*, a indiqué notamment que l'avènement de l'autoroute électronique risquait de chambouler les façons de faire dans ce domaine. «Les quotidiens, a-t-elle noté, vont devoir s'adapter à ce nouveau médium et ça va coûter très cher.»

L'explosion de l'électronique, a ajouté de son côté Graham Fraser, correspondant du *Globe and Mail* à Washington, oblige désormais la presse écrite à revoir son approche de fond en comble puisque les citoyens sont en général déjà au courant des principales nouvelles lorsque leurs yeux se portent sur les pages du quotidien.

«Il nous faut donc inclure plus d'analyse, plus de perspective, plus de distance», a-t-il souligné.

Lina Trudel, chercheuse à l'Institut canadien d'éducation des adultes, a indiqué pour sa part que la concentration des quotidiens aux mains d'un nombre sans cesse restreint de groupes financiers est en voie d'occasionner un véritable «déficit démocratique» au sein des sociétés occidentales. Elle a invité à ce titre *Le Devoir* à défendre sans relâche son indépendance. «Il y a un seul quotidien indépendant au Québec. Je ne crois pas que ce soit un hasard si c'est également le seul qui soit un lieu d'idées et de réflexion», a-t-elle déclaré.

Lise Bissonnette a tenu à souligner à ce titre que *Le Devoir* entendait bien continuer à jouer ce rôle dans l'avenir en misant sur l'enthousiasme de ses artisans et amis.

L'honneur de clore le colloque est revenu au ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, qui a longuement salué les réalisations passées et futures du quotidien. «*Le Devoir*, a-t-il déclaré, continuera d'être cette antenne fichée au cœur du Québec, ce tracé où s'inscrit l'histoire du peuple québécois d'hier à aujourd'hui et d'aujourd'hui à demain.»

L'événement de cette année s'inscrivait dans une série de colloques que l'UQAM organise depuis 1987 sur les «leaders du Québec contemporain». Par le passé, l'attention a d'abord été accordée à des personnalités clés du Québec contemporain. L'optique de la série a cependant été élargie afin d'englober également les institutions-leaders.

Aux dires du responsable de l'événement, Robert Coe, l'édition de cette année aura été un «succès» même si le nombre de participants s'est révélé légèrement inférieur aux attentes. Près de 400 personnes se seront finalement inscrites pour assister aux différents ateliers, qui se sont terminés samedi en fin d'après-midi.

L'attention se portera l'année prochaine sur le Mouvement Desjardins et viendra marquer les 90 ans de l'adoption de la première loi sur les caisses populaires. C'est alors que les actes du colloque sur *Le Devoir* seront disponibles.

Ouvrir les pages à l'action communautaire

MARC THIBODEAU
LE DEVOIR

Le Devoir doit ouvrir ses pages d'information aux actions des groupes communautaires afin de refléter le véritable projet social québécois, qui se façonne désormais loin de l'action politique.

C'est du moins ce qu'estime le rédacteur en chef de la revue *Vie ouvrière*, Jean Robitaille, qui participait samedi dernier au colloque *Le Devoir: un journal indépendant, 1910-1995*.

«Les pages d'information du *Devoir* ne présentent que l'actualité sociale qui est générée par la politique, a déclaré M. Robitaille. Or, il y a eu des changements majeurs dans la société

québécoise qui font que le social et le politique ne se confondent plus.»

En réaction notamment à la centralisation étatique excessive et à la complexité croissante des problèmes sociaux, bien des citoyens se seraient désormais tournés résolument vers l'action communautaire afin de trouver remède à leurs maux.

M. Robitaille estime donc que *Le Devoir* doit mettre beaucoup plus l'accent sur ce mouvement qui est «par son contenu incertain et sa densité variable» plus difficile à suivre.

Pierre Milot, professeur au Centre interuniversitaire d'analyse et de sociocritique des textes, a averti de son côté *Le Devoir* qu'il fallait prendre garde de ne pas sombrer dans le «relati-

visme culturel» au sein des sections liées à la littérature et aux arts et spectacles. Ceci, a-t-il poursuivi, afin «de ne pas faire du *Devoir* nouveau, un nouveau *Voix*».

Lors de son allocution de clôture, la directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, a indiqué que les critiques adressées au quotidien au cours de l'événement avaient été moins nombreuses et moins féroces qu'elle ne le prévoyait.

Elle a ajouté que ce genre d'exercice était indispensable afin de permettre au journal de se façonner et d'évoluer en fonction des exigences des lecteurs. «Si *Le Devoir* n'était pas capable de prendre la contestation et le débat, il ne mériterait pas d'être», a-t-elle conclu.

RAIL Protéger l'économie canadienne

SUITE DE LA PAGE 1

et aux trains de voyageurs de Via Rail, leurs directions ont indiqué hier que les équipes d'entretien devaient d'abord inspecter les voies ferrées. Via relancera ses activités à midi, avec les trains du corridor Québec-Windsor.

Des milliers de banlieusards de Montréal et de Toronto devront donc encore s'entasser dans des autobus ou endurer des embouteillages monstres pour se rendre à leur travail, tandis que les retards continueront de s'accumuler dans la livraison de céréales, pièces d'automobiles et autres produits normalement expédiés par voie ferrée.

Le Parlement a siégé au cours du week-end dans le cadre d'une séance exceptionnelle, pour légiférer afin d'ordonner le retour au travail d'environ 30 000 travailleurs des chemins de fer. La législation a été approuvée en troisième et dernière lecture par la Chambre, puis adoptée rapidement par le Sénat, avant de recevoir la sanction royale.

Les partis libéral et réformiste se sont ligüés contre le Bloc québécois pour limiter la durée des débats et

adopter le projet de loi pendant la fin de semaine. Le Bloc aurait préféré que les deux parties bénéficient d'une médiation et tentent de parvenir ainsi à un accord, plutôt que de se voir imposer une entente.

La loi prévoit l'établissement de commissions de médiation-arbitrage formées de trois membres pour régler les différends qui opposent les parties. Elles auront 70 jours pour s'entendre. Au-delà de cette échéance, un contrat de travail sera imposé.

Le ministre du Travail Lucienne Robillard a déclaré que la loi s'imposait pour protéger l'économie canadienne et la réputation du Canada comme exportateur fiable de produits essentiels.

Elle a également affirmé que le Bloc s'était opposé au projet de loi pour faire valoir sa cause indépendantiste.

La critique du Bloc en matière de relations de travail, Francine Lalonde, a rétorqué en Chambre que les travailleurs québécois se rappelleraient de l'attaque du gouvernement libéral contre le mouvement ouvrier quand viendrait le temps de voter au référendum sur la souveraineté du Québec. Mais le leader du Bloc, Lucien

Bouchard, a minimisé ces propos, affirmant que le Bloc considérait les droits des travailleurs comme une question sociale plutôt qu'une question d'indépendance.

Le premier ministre Jean Chrétien a déclaré, de son côté, que le gouvernement n'avait pas le choix d'ordonner le retour au travail.

La grève, qui avait débuté chez CP Rail, sous forme de grève tournante, le 8 mars, s'est transformée en grève et lock-out pancanadien il y a environ une semaine.

On estime qu'elle a coûté de 3 à 5 milliards \$ à l'économie canadienne en production et ventes perdues, mises à pied dans des usines d'automobiles et autres.

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Clément Godbout, a dénoncé une nouvelle fois la loi, qu'il apparente à «une politique de deux poids deux mesures» puisque le gouvernement adopte une loi forçant le retour au travail mais n'a pas encore voté pour limiter l'activité des bribeurs de grève. Deux questions sont à la source du conflit, la sécurité d'emploi des travailleurs et le recours au secteur privé pour des contrats de sous-traitance.

QUÉBÉCOIS

Contre une question référendaire à deux volets

SUITE DE LA PAGE 1

a fustigé la presse qui a demandé au ministre Guy Chevrette de commenter les réserves exprimées par sa vice-présidente, Monique Simard, sur l'opportunité de constitutionnaliser le principe de la décentralisation. «Le problème consiste à savoir si on va être assez souverains pour être capables de décentraliser.»

Au cours de ce congrès, les jeunes péquistes ont consacré la réhabilitation de Pierre Bourgault, qui a été forcé de quitter son poste de conseiller du premier ministre à cause d'une malheureuse déclaration sur le caractère raciste du vote des anglophones et des allophones. Ils ont unanimement endossé une résolution exhortant le controversé pamphlétaire à sortir de sa retraite: «Que le Comité national des jeunes du Parti québécois demande à tous les porte-parole souverainistes, dont Pierre Bourgault, de remonter sur les tribunes afin de promouvoir notre projet de société.»

Les quelque 600 congressistes ont applaudi pendant de longs moments les propos de leur président, Eric Bédard, qui venait de rendre hommage à Pierre Bourgault: «On vous aime beaucoup et on a besoin de

vous dans ce débat.» En conférence de presse, M. Parizeau a renchérit: «Je souhaite beaucoup qu'à travers le temps qui nous sépare du référendum, M. Bourgault soit actif sur les tribunes. C'est un des plus grands orateurs que le Québec ait connus. Un homme pour qui j'ai la plus grande admiration.»

Les jeunes péquistes ont par ailleurs débattu de la formulation de la question. Pour ce faire à huis clos, ils ont chassé les journalistes de la salle des délibérations. Ils ont finalement rejeté une résolution qui proposait que la question soit constituée de deux volets portant sur la souveraineté et le *statu quo*. M. Parizeau, qui avait déjà qualifié l'idée d'intéressante, s'est dit ravi de la décision des jeunes d'évacuer cette question de leurs préoccupations. «Ils ont décidé qu'il n'y a pas de raison d'être dogmatiques. De toute façon, mon idée n'est pas faite. Ça n'élimine rien du tout.»

Dans son discours de clôture, M. Parizeau a annoncé que le gouvernement était en voie d'aménager un site pour le réseau Internet. Il a reproché aux libéraux d'avoir ignoré cette réalité et de n'avoir rien fait pour y préparer le Québec. «Je ne sais pas s'ils ont pensé que c'était un nettoyage.»

Enfin, le premier ministre a félicité les jeunes péquistes d'avoir pris position sur l'autoroute électronique en votant une résolution en quatre volets:

- que le gouvernement nomme au plus tôt un responsable de l'autoroute de l'information au sein de l'équipe ministérielle, afin de donner crédibilité, élan, cohésion et cohérence aux efforts du gouvernement. «Il y en a un responsable et c'est moi», a rétorqué M. Parizeau;
- que le gouvernement assume un rôle de chef de file, tant dans la définition de politiques que dans la mise en œuvre de moyens concrets, pour faire des nouvelles technologies de l'information un élément fondamental de la vie sociale, économique et culturelle des Québécois;
- que le gouvernement mette à profit les nouvelles technologies de l'information pour améliorer ses relations avec les citoyens et qu'il favorise ainsi le développement régional;
- que le gouvernement fasse la promotion intensive de la culture et de la société québécoise en mettant de l'avant le savoir-faire québécois dans les domaines culturel, économique et social de pointe, principalement dans la francophonie.

ITALIE «Le petit peuple vote à droite»

SUITE DE LA PAGE 1

muniste D'Alema, il a multiplié ces derniers mois les professions de foi libérales, et ostensiblement tendu la main aux catholiques, y allant même d'une déclaration remarquée sur «la défense de la vie», allusion sibylline à l'éternelle question de l'avortement.

Nonobstant ces deux cas de modération extrême, l'atmosphère politique italienne serait plutôt à l'invective et à la foire d'empoigne.

Deux groupes s'affrontent: celui qui avait appuyé Silvio Berlusconi — le Pierre Péladeau italien entré en politique tout en conservant son immense empire financier et médiatique — et le second constitué d'une alliance entre la gauche ex-communiste et une collection de technocrates libéraux. Ils se livrent aujourd'hui une lutte sans merci pour prendre le contrôle du gouvernement, statuer (ou ne pas statuer) sur une télévision devenue folle, et sortir le pays d'une crise morale et financière toujours omniprésente malgré le «nettoyage» présumé des trois dernières années.

«Un an après le 27 mars, la grande déception», titre cette semaine l'hebdomadaire *L'Espresso*. *La Repubblica* de vendredi renchérit dans un éditorial de «une»: «Gauche contre droite: une guerre tribale où il ne s'agit plus de battre l'adversaire, mais de le faire disparaître.»

Au Parlement, les votes de confiance se succèdent les uns aux autres, le gouvernement ne survivant que par quelques voix. La lire dégringole (de 1992 à 1995, elle est passée de 750 à 1250 pour le mark allemand, le leu et le dollar canadien). La démocratie chrétienne, ancien grand parti d'Italie, agonise dans les déchirements entre pro et anti-Berlusconi.

Quant à la télévision, envahie par les vieilles séries américaines, les *talk-shows* débiles avec hôtesses aux trois quarts nues, la pornographie nocturne et l'information tendancieuse, elle fait l'objet d'un débat permanent de convoitises politiques et d'in-

cessantes lamentations d'intellectuels. «Une honte nationale», déclare le politologue Paolo Flores d'Arcais, directeur de la revue du tout-Rome intellectuel *MicroMega*.

Un an après la victoire électorale de Silvio Berlusconi et trois mois après sa chute due à la défection d'un de ses deux alliés (la Ligue du Nord «fédéraliste» d'Umberto Bossi), la «guerre civile politique» fait rage plus que jamais en Italie. Et comme toujours, c'est «gauche contre droite» — mais avec des arguments parfois inattendus.

Pendant deux semaines à la mi-mars, Berlusconi a inondé la télévision privée de ses *spots* de propagande (380 en 12 jours) où il dénonçait lui-même, l'air grave du chevalier s'attaquant au Mal, l'actuel gouvernement soi-disant «apolitique» du banquier Lamberto Dini, fortement appuyé par la gauche en dépit de son programme d'austérité (augmentation des taxes et réductions des pensions de vieillesse — que certains petits maîtres, avec de bons billets de médecins et certains articles de la loi actuelle, peuvent aller chercher dès 35 ou 40 ans!)

Pour Berlusconi, le caractère libéral et bien peu socialiste de ces mesures n'y fait rien: «Ce gouvernement nous jette dans les bras des communistes.» «Il n'y a plus de démocratie dans ce pays.» «Des élections maintenant!»

Mais les slogans martelés par *Il Cavaliere* n'ont cependant pas eu l'air de «prendre» dans la population. Le héros de la droite, c'est de moins en moins lui, et de plus en plus Gianfranco Fini, celui-là même qui faisait presque copain-copain l'autre soir à la télévision avec le «communiste» D'Alema.

Les sondages indiquent en effet une baisse relative de Silvio Berlusconi au profit de Fini, désormais l'homme politique le plus populaire d'Italie... Avec, du côté gauche, une nouveauté: le «troisième homme» qui pourrait peut-être, demain, se faufiler devant Berlusconi et Fini: non pas D'Alema, mais un dénommé Romano Prodi, économiste catho-

lique de Bologne — la grande cité intellectuelle du Nord — qui a jadis dirigé l'IRI, un immense consortium public.

Toute la gauche — le PDS de D'Alema, les nombreux journaux et magazines anti-Berlusconi — a jeté son dévolu sur cet homme qui n'a jamais été marxiste, et qui veut devenir premier ministre. Mais a-t-il des chances? Dans les sondages, il fait jeu égal avec Berlusconi mais se fait battre à plate couture par Fini.

«Il ne faut pas s'y tromper: le petit peuple, celui qui regarde la télévision, vote à droite. Et les gens plus instruits, ceux qui lisent les journaux, votent à gauche», analyse Marcelle Padovani, journaliste et écrivaine française qui habite Rome depuis un quart de siècle. Elle précise: «Interrogez les boutiquiers, les marchands, les petits entrepreneurs: ils votent massivement à droite. Et s'ils sont aujourd'hui déçus par Berlusconi ce n'est pas pour aller chez Prodi, mais bien vers l'Alliance nationale.»

Le petit peuple à droite, les intellectuels à gauche: air connu. Mais avec quels discours, quels programmes? Commentaire de Paolo Flores d'Arcais interrogé par *Le Devoir*: «C'est la gauche qui aujourd'hui défend le vrai libéralisme, demande la rigueur des comptes publics, la défense de la monnaie, l'instauration d'un véritable marché de la télévision, la fin de cette monstruosité que constitue un politicien qui contrôle les ondes. C'est la gauche qui prône, qui, en somme, oppose aujourd'hui ce libéralisme à construire à un populisme de type latin, remis au goût du jour avec la télévision omniprésente; une espèce de péronisme.»

Mais de ces inquiétudes intellectuelles les Italiens n'ont apparemment cure. Collés sur leurs téléviseurs et sur leurs inévitables *telefoni* (cellulaires) devenus symboles identitaires, ils sont 76 %, selon une grande enquête publiée cette semaine, à se déclarer «très heureux» ou «plutôt heureux» dans la vie. Famille, santé et enfants sont, selon cette enquête, les trois mamelles du bonheur à l'italienne...

Louez une Lexus ES 300 pour 498 \$
par mois avec financement de location de 2,1 %.

C'est notre façon de vous conduire vers le luxe.

À la conquête de la perfection

 VIMONT LEXUS TOYOTA
255, boul. St-Martin Ouest
Laval
(514) 668-2710

 SPINELLI LEXUS TOYOTA
561, boul. St-Joseph
Lachine
(514) 634-7171

 GABRIEL LEXUS TOYOTA
3333, Côte de Liesse
Saint-Laurent
(514) 748-7777

* Paiement mensuel basé sur un bail de 24 mois avec option d'achat et calculé en utilisant un taux d'intérêt de 2,1% sur le coût capitalisé de la location. Acompte de 6000 \$ ou véhicule d'échange de valeur équivalente exigé avec premier versement et dépôt de sécurité au moment de la livraison. Le coût total du bail est de 11 952 \$. Applicable à la location d'une Lexus ES300 1995 neuve auprès de Toyota Credit Canada Inc., sur approbation de crédit. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Maximum de 48 000 km. Des frais de 15¢ le kilomètre supplémentaire seront calculés. L'offre s'applique aux véhicules en stock chez le concessionnaire seulement. L'offre prend fin le 31 mars 1995.

LE DEVOIR

 LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

 PUBLICITÉ (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

 SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camelot et
pour les abonnements postaux.
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR

LES SPORTS

EN BREF

AGASSI BAT SAMPRAS
Key Biscayne (AP) — L'Américain Andre Agassi, numéro 2 mondial, a remporté le tournoi de tennis de Key Biscayne, en Floride, en battant en finale son compatriote et n° 1 mondial, Pete Sampras, en trois sets 3-6, 6-2 et 7-6 (7-3). Avec cette victoire remportée devant un stade comble et enthousiaste de 14 000 spectateurs, Agassi a empoché la bagatelle de 330 000 \$ US. Samedi, l'Allemande Steffi Graf avait remporté la finale dames en battant la Japonaise Kimiko Date en deux sets 6-1 et 6-4.

PERMISSION ACCORDÉE

Le Bureau fédéral des relations de travail des États-Unis a donné, hier, le feu vert à une demande d'injonction contre les propriétaires des équipes de baseball qui pourrait restituer les conditions de travail qui prévalaient avant grève. A une semaine du début de la saison, les parties ont convenu de reprendre les négociations ce soir après une interruption de 23 jours. Les joueurs se sont dit prêts à revenir si l'injonction est accordée mais plusieurs proposent de pendre plutôt pour un lock out si les joueurs mettent fin à leur grève sans qu'il y ait règlement.

UNE 900^E POUR BOWMAN

Vancouver (PC) — Scotty Bowman a savouré avec modestie sa 900^e victoire en saison régulière dans la LNH, samedi soir. L'entraîneur des Red Wings de Detroit, qui est le meneur dans l'histoire à ce chapitre, était davantage intéressé à louer ses joueurs, ceux du passé comme ceux du présent, après un gain de 2-1 au dépens des Canucks de Vancouver. «De nombreux joueurs que j'ai dirigés ont maintenant leur place au Temple de la renommée, a dit Bowman, lui-même intronisé en 1991. Et ils n'y sont pas à cause de moi. Ils y sont parce qu'ils ont été de grands joueurs.» Depuis ses débuts comme entraîneur dans la LNH en 1967, Bowman présente un dossier de 900-416-236. Il a dirigé cinq équipes et remporté six coupes Stanley, dont cinq avec le Canadien. Seul le légendaire Toe Blake le devance à ce chapitre avec huit conquêtes de la coupe.

Jeux panaméricains

L'argent pour Bergeron à la boxe

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

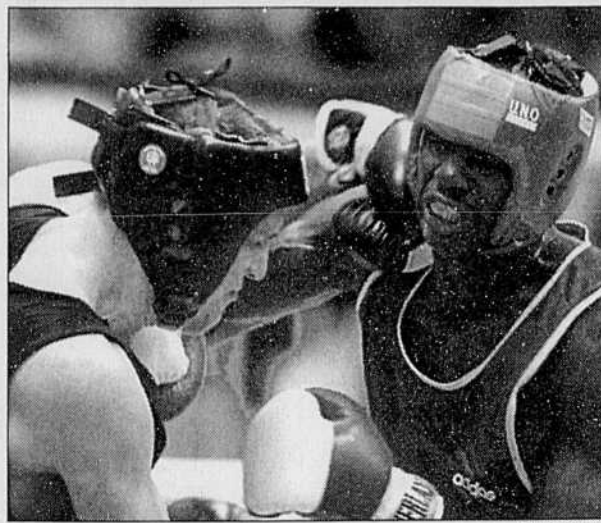
Ma del Plata — Jean-François Bergeron a non seulement affronté un meilleur homme, mais il est tombé sur un arbitre grec prompt à donner le compte de huit.

Il en totalisait déjà quatre au milieu du deuxième round et, comme le veut le règlement, la victoire en finale des super-lourds a été accordée au Cubain Leonardo Martinez, le boxeur de Saint-Jérôme devant se satisfaire de la seule médaille d'argent gagnée par un Canadien. Quatre autres avaient gagné des médailles de bronze plus tôt, dont les Montréalais Claude Lambert et Hercules Kyvelos.

«C'est sûr qu'il menait aux points (5-0 en fait) et qu'il cognait pesant. Mais j'aurais pu compléter le combat. Chaque coup qu'il me donnait, l'arbitre appelait un compte de huit», a déclaré Bergeron, qui a avoué que seul le dernier coup, qui lui a infligé une contusion à la droite de l'œil, l'avait ébranlé un peu, mais encore là sans gravité.

«Je ne dirais pas que je dominais, a repris Bergeron, mais il ne m'a jamais ébranlé. Au troisième compte, il m'a même seulement touché à l'épaule. Tout le monde a pu voir que je n'étais pas ébranlé. Il y a eu quatre coups de poing et quatre comptes de huit...»

Le directeur de la Fédération de boxe amateur du Québec, Yvon Michel, qui servait d'entraîneur à Bergeron ici, n'en revenait pas lui non plus: «C'est de la boxe



Jean-Claude Bergeron en action face au Cubain Martinez.

quand même; l'arbitre est censé exiger un compte de huit seulement lorsque le boxeur semble ébranlé ou incapable de se défendre. La seule fois qu'il a été ébranlé un peu a été sur le dernier coup, et cela aurait dû être le premier compte; mais encore là, il n'aurait pas boxé de la même façon.»

Grand prix du Brésil

Schumacher et Coulthard sont disqualifiés

Sao Paulo (Reuter) — Le champion du monde allemand Michael Schumacher et le Britannique David Coulthard ont été disqualifiés après avoir terminé respectivement premier et deuxième le Grand Prix du Brésil disputé hier.

L'Autrichien Gerhard Berger, arrivé troisième, a été proclamé vainqueur après la disqualification de Schumacher et Coulthard, sanctionnés pour avoir utilisé un carburant non autorisé dans la première épreuve de formule un de la saison.

Le résultat de l'épreuve est resté incertain plus de cinq heures, le temps de vérifier des échantillons de carburant utilisés par la Benetton de Schumacher et la Williams de Coulthard. Avant même le début du Grand Prix, les écuries Benetton et

Williams avaient déjà été condamnées à une amende de 30 000 \$ US chacune pour infraction à la réglementation sur les carburants.

Selon un rapport transmis à la FIA, un échantillon prélevé dans le réservoir de la monoplace de Schumacher lors des essais avait révélé la présence d'un carburant autre que celui autorisé par les nouveaux règlements internationaux. Une constatation identique avait été effectuée sur la Williams de Coulthard.

Berger, sur Ferrari, a terminé la course devant le Finlandais Mika Hakkinen (McLaren) et le Français Jean Alesi (Ferrari). Le grand rival de Schumacher, Damon Hill, n'a pas terminé l'épreuve en raison d'une boîte de vitesse cassée.

SKI

Lloyd Langlois champion

Mont-Tremblant (PC) — Lloyd Langlois a remporté le titre canadien des sauts pour une troisième année consécutive et contribué à un balayage québécois, hier aux championnats canadiens de ski acrobatique.

Langlois a obtenu un pointage de 239 points, pour facilement devancer David Belhumeur, de Pierrefonds. François Jean, également membre de l'équipe nationale de développement, s'est classé troisième.

Langlois aurait pu se montrer beaucoup plus prudent à son deuxième saut après être assuré une avance confortable. Il a néanmoins choisi d'y aller avec son saut le plus difficile, soit un triple saut périlleux avec quadruple vrille. «Je crois avoir fait un bon saut, a dit le vétéran, deux fois champion du monde. Il s'agit de mon troisième titre canadien consécutif. Si je me retire, je terminerai ma carrière sur une note très positive.»

Québec 11, Ottawa 4

Déluge de buts

ROBERT LAFLAMME
PRESSE CANADIENNE

Ottawa (PC) — Les Sénateurs ne gagnent pas plus souvent cette saison qu'au cours des années précédentes, mais au moins ils sont plus compétitifs, ayant perdu 15 matchs par le faible écart d'un ou deux buts. Mais hier, ils n'étaient tout simplement pas de calibre au Centre municipal, comme l'ont constaté les 10276 spectateurs qui ont vu les Nordiques leur infliger toute une dégelée de 11-4.

Du début à la fin, les troupiers de l'entraîneur Marc Crawford ont pu manœuvrer à leur guise contre une équipe qui ressemblait drôlement aux pitoyables Nordiques d'il y a quelques années... En l'important, les Fleurdelisés ont mis un terme à une disette de presque deux ans sans victoire à Ottawa (0-2-1). Dans le déluge de buts, Scott Young a été le meilleur avec une production de cinq points. Young a obtenu un tour du chapeau en plus de deux aides. Mike Ricci a amassé quatre points (un but et trois aides).

Peter Forsberg, avec un doublé, Andrei Kovalenko, Valeri Kamensky, Paul MacDermid, Owen Nolan, son 20e, et Craig Wolanin ont également participé au festival. Bob Bassen a mérité trois passes.

Chez les perdants, Alexandre Daigle a battu son bon ami Jocelyn Thibault à trois reprises pour son premier tour du chapeau en carrière. Daigle, Alexei Yashin et Rob Gaudreau ont d'ailleurs formé le moins pire trio des perdants. Scott Levins a complété le pointage pour les Sénateurs.

Mis en échec par Levins en fin de deuxième période, le défenseur Alexei Gusarov a été blessé au genou gauche.

Panthers 2, Pittsburgh 0

À Miami, Les Penguins de Pittsburgh ont été blanchis pour une première fois en plus de deux ans lors d'un match du calendrier régulier, hier, au compte de 2-0, gracieuseté des Panthers de la Floride et de leur gardien John Vanbiesbrouck.

Les Penguins avaient inscrit au moins un but à chacun de leurs matchs depuis une défaite de 7-0 contre les Bruins de Boston le 14 janvier 1993. Ils avaient perdu 2-0 face aux Capitals de Washington en quarts-de-finale des séries éliminatoires en 1994.

Vanbiesbrouck a bloqué 24 tirs pour inscrire son quatrième jeu blanc de la saison, égalant ainsi un sommet en carrière.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

| Samedi | Aujourd'hui |
|---------------------------|------------------------|
| Philadelphia 2 Wash. 2 | Montreal à Tampa Bay |
| Edmonton à Toronto | Edmonton à Toronto |
| St. Louis à Dallas | St. Louis à Dallas |
| NY Rangers 1 Québec 2 | Mardi |
| Ottawa 1 Montreal 3 | Philadelphie à Boston |
| Toronto 3 Winnipeg 3 | Islanders à Pittsburgh |
| Detroit 2 Vancouver 1 | Québec à Buffalo |
| Hier | Anaheim à Detroit |
| N. Jersey 5, NY Isl. 5 | Los Angeles à Calgary |
| Hartford 4, Wash. 3 | Winnipeg à San Jose |
| Anaheim 2, Chicago 5 | Mercredi |
| Pittsburgh 0, Floride 2 | New Jersey à Ottawa |
| Québec 11, Ottawa 4 | Wash. à Tampa Bay |
| Buffalo 1, Philadelphie 3 | Hartford en Floride |
| Edmonton 1, St. Louis 5 | St. Louis à Chicago |
| Vancouver 0, Calgary 2 | Los Angeles à Van. |
| L. Angeles 7, San Jose 4 | |

ASSOCIATION DE L'EST

| Section Nord-Est | PJ | G | P | N | BP | BC | P |
|------------------|----|----|----|---|-----|-----|----|
| Québec | 31 | 22 | 6 | 3 | 126 | 79 | 47 |
| Pittsburgh | 32 | 21 | 9 | 2 | 127 | 104 | 44 |
| Boston | 28 | 15 | 11 | 2 | 87 | 74 | 32 |
| Hartford | 31 | 13 | 14 | 4 | 81 | 86 | 30 |
| Buffalo | 29 | 12 | 12 | 5 | 69 | 71 | 29 |
| Montreal | 30 | 11 | 14 | 5 | 77 | 99 | 27 |
| Ottawa | 29 | 4 | 21 | 4 | 63 | 101 | 12 |

ASSOCIATION DE L'OUEST

| Section Centrale | 29 | 20 | 7 | 2 | 110 | 64 | 42 |
|------------------|----|----|----|---|-----|-----|----|
| Detroit | 30 | 19 | 9 | 2 | 117 | 72 | 40 |
| Chicago | 32 | 14 | 12 | 6 | 88 | 89 | 34 |
| Toronto | 28 | 16 | 10 | 2 | 104 | 79 | 34 |
| St. Louis | 29 | 11 | 13 | 5 | 89 | 79 | 27 |
| Dallas | 30 | 9 | 16 | 5 | 86 | 111 | 23 |
| Winnipeg | | | | | | | |

| Section Pacifique | 32 | 15 | 12 | 5 | 102 | 89 | 35 |
|-------------------|----|----|----|---|-----|-----|----|
| Calgary | 30 | 12 | 15 | 3 | 86 | 104 | 27 |
| Edmonton | 30 | 10 | 14 | 6 | 95 | 113 | 26 |
| Los Angeles | 30 | 9 | 13 | 8 | 87 | 106 | 26 |
| Vancouver | 29 | 11 | 16 | 2 | 71 | 101 | 24 |
| San Jose | 29 | 8 | 17 | 4 | 72 | 106 | 20 |
| Anaheim | | | | | | | |

TÉL.: 985-3344 ANNONCES CLASSÉES FAX: 985-3340

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1-12

HORIZONTALEMENT

1- Partie de l'église.
2- Ronger. — Mammifère carnassier de l'Afrique.
3- Pivert. — Bernera.
4- Art de tailler les cristaux. — Oui.
5- Vision. — Lien grammatical. — Poème lyrique.
6- Menotte. — Divinité féminine.
7- Asphalte. — Retrouveur.
8- Renommer. — Germanium.
9- Obtenu. — Règle de mariage contraire à l'endogamie (Anthrop.).
10- Déchiffré. — Influé. — Gaine.
11- Ne convient pas. — Venu au monde.
12- Pénétrant. — À demi.

VERTICALEMENT

1- Mois. — Note de musique.
2- Tracas. — Grand-

Solution de samedi

1. REMUELE CLIC
2. AVANTIE VOUGE
3. VOLIERS SENIEND
4. HILLES CORCHER
5. NOLEMOOREE
6. ETIAPÉ AERE
7. TICIN ATTEND
8. MORAT FLEMETV
9. ANRE FLEMETV
10. MURE SEANT
11. PRESURE NETH
12. EOLETE ATHEE

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES ANNONCES CLASSÉES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

ENCADREZ votre ANNONCE CLASSÉE 985-3344

530 COURS

COURS D'ART. Aquarelle et dessin, gravure et multimédia pour adultes, adolescents et enfants. Cours de 10 semaines et ateliers intensifs de 1 ou 2 jours. Artiste professionnelle possédant un permis d'enseignement. Dépliant gratuit. Tallen: 485-2962.

552 SOCIÉTÉS, SPORTS, LOISIRS

MONTRÉAL CAMPUS
CHERCHE SES VIEILLES CROUTES
Montréal Campus célèbre son 15e anniversaire et voudrait inviter ses anciens collaborateurs à un gros party. Laissez-nous vos coordonnées: 987-7018 (discrétion assurée).

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

ENTRETIEN MÉNAGER, avec expérience. 321-8903.

L. PERRON, COUVREUR ESTIMATION GRATUITE 522-8888

575 DÉMÉNAGEMENT

ARTISAN-DÉMÉNAGEUR
Courtois, ponctuel, attentionné
JEAN-PIERRE, 598-1761.

GILLES JODIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 253-4374.

695 AUTOMOBILES

VOLVO 960 93, familiale, 43.000 km., coussins gonflables, garantie prolongée, 1. équipée. Prix à discuter. 482-6041.

VINCENT PRINCE

À Montréal, le 25 mars 1995, à l'âge de 77 ans, est décédé Vincent Prince, journaliste retraité du quotidien La Presse. Il laisse dans le deuil son épouse Eva Déglise; ses enfants Monique, Françoise, Raymond et Benoît ainsi que leur conjoint et huit petits-enfants. Originaire de Saint-Samuel de Nicolet, Vincent Prince était le fils de Pierre Prince et de Auréa Guertin. Il faisait partie d'une famille de dix enfants, dont trois lui survivent: ses sœurs Alice (épouse de la Providence), Thérèse et un frère Joséphat. Sont décédés Lucien, O'Neil, Cécile, Charles, Jeanette et Paul-Emile. Il laisse également plusieurs beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces.

Après des études universitaires en théologie, en droit et en sciences sociales, Vincent Prince a exercé, avec compétence et intégrité, son métier de journaliste et d'éditorialiste pendant 37 ans, dont 32 à La Presse et 5 au Devoir. Passionné de généalogie, il a passé les 45 dernières années de sa vie à recenser les descendants de l'ancêtre Jacques Prince, installé en Acadie au XVIIe siècle. Président de l'Association des familles Prince d'Amérique, fondée en octobre 1994, il mettait la dernière main à deux ouvrages historiques et suivait avec enthousiasme les préparatifs du grand rassemblement des Prince d'Amérique qui aura lieu les 7, 8 et 9 juillet 1995 à Princeville. Ses enfants et organisateurs poursuivront son œuvre. Il est exposé à la résidence funéraire Magnus Poirier inc., 10526, Saint-Laurent. Les funérailles auront lieu demain, mardi le 28 mars, à 10h, en l'église Saint-André Apôtre, rue Prieur Ouest. Inhumation au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Direction funéraire Magnus Poirier.

Donnez l'espoir qui fait vivre.

Appuyez La Fondation du rein en achetant des anachides.

Skiez cet hiver, plus d'excuse*

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

PARTICIPATION

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

PLATEAU, très joli cottage pour le prix d'un condo. Côté soleil, jardin, 130.000\$. Pour vente rapide, J. Pilon, 739-1598. Trans-Action Mont-Royal.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

CONDO À VENDRE - Bal Harbour, Floride
Kendallwood - 2 c.c., 4e étage, ensoleillé, meublé. Contactez Mme Gagné 273-0424 ext. 228 L.V., 9 h à 17 h.

OUTREMONT

PENTHOUSE, 3 c.c., vue panoramique, foyer, toit cathédrale, 325.000\$. Également 4 MAGNIFIQUES LOFTS, entre 73.000\$ et 132.000\$ avec seulement 10.000\$ comptant requis. Demandez LOUISE 277-0292.

PLATEAU, Dauphins sur le parc, luxueux 3 1/2 rénov./qual., béton, 66, électroménagers, pisc., terr., gardien, 24h. Métro. Occasion. Pas d'agent. 72.000\$. 274-4650.

VIEUX-LONGUEUIL, MAISON DE VILLE (construction 1992). Ensoleillé, fenestres 3 côtés, foyer combustion lente, 3 chambres, 2 salles de bain, sous-sol semi-fini, terrasse, 2 stationnements, proximité métro, terrain paysagé. 140.000\$. 677-8046 ou 670-2526.

115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

LA PLAINE
Bungalow moderne, s. de b. rénovée, bain tourbillon, foyer, alarme, grands garde-robes, grand garage + 3 terrains. 478-7452.

120 LAURENTIDES

ST-FAUSTIN, résidence de campagne avec caractère. 2 acres. Bordière, 5 min. des pentes de ski, foyer, aspirateur central, +++. 129.000\$. Pas d'agent. 619-9989-6387.

125 HORS-FRONTIÈRES

MIDI DE LA FRANCE, belle maison style contemporain, tout confort, piscine, piédestal 30.000 p.c., 400.000\$. 274-1397.

132 CHALETS

BIC, bord de mer, 3 c.c., foyer au salon, terrain paysager, 20.700 pi.ca. (418)725-5519.

135 TERRAINS

JOLIETTE 420.000 p.c., résidentiel et multi-logements, maison uni-familiale et établie. Idéal pour domaine ou développement domiciliaire. (514)753-4384.

141 PROPRIÉTÉS À ÉCHANGER

MAISON MODERNE, St-Sauveur, sur lac Milliette-Eval, à 500.000\$ + 350.000\$ pour maison Upper Westmount. (212)496-4556.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

C.D.N., 4 1/2 chauffé, cuis./frigo, ensoleillé, cachet, imm. tranquille. 735-0726.

MÉTRO JOLICOEUR, Très grand 6 1/2, rez-de-ch., clair, propre, gr. cour, 750\$. Réf. exigées. 383-3571.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

C.D.N., 4 1/2 chauffé, cuis./frigo, ensoleillé, cachet, imm. tranquille. 735-0726.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7062.

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, chauffés, gym. 277-5873.

OUTREMONT, BernardWiseman, Spacieux bachelors, décoré, chauffé. Avril, 375\$. 5 1/2, 1er juillet. 271-4168.

PLATEAU, 2e, 6 1/2 Marie-Anne et Christophe-Colomb, paisible. Bonne Réf. Libre juin. 590\$ non-chauffé. 523-4428.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

PARthenAIS / ST-JOSEPH, 2 X 3 1/2, libres 1er mai (4355) et 1er juillet (4055). Rénovés, pièce double, très tranquilles. 527-3898.

TRES GRAND S 1/2, moderne, haut triple, est de Montréal. 351-7825.

164 CONDOMINIUMS À LOUER

ANGUS, 4 1/2, 4240 Chambly, 3e étage, foyer, 1 stat., juillet, 680\$. M. Ste-Marie, 354-8405 ou 598-0774.

C.D.N., spacieux, éclairé, impeccable, près de U. de M. Choix 3 1/2, 4 1/2. J. Pilon, Trans-Action, Mont-Royal.

VIEUX-MONTRÉAL, Reprise. Maison en rangée dans prestigieux Jardins d'Youville, 2.400 p.c. + 2 garages. 3 c.c., 2 1/2 s./b. Offres. J. Pilon, 739-1598. Trans-Action Mont-Royal.

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

BOURGOGNE (FRANCE), petite maison vigneron, idéal couple, 400\$/sem. Jour. (418)683-8205, soir: (418)527-3607.

PERPIGNAN - FRANCE Appartement moderne, 3 c.c., centre-ville, toutes saisons. 650\$ à 750\$/semaine. Soir: 483-1562.

ST-MARTIN, vue panoramique, villa luxueuse, 4 c.c., piscine privée. A partir de 4.000\$/S/sem. 592-5800

SUD DE LA FRANCE, Magnifique maison tout équipée, confort nord-américain. Poss. louer à plusieurs couples. Prix spécial hors saison. (819) 322-6616.

192 ON DEMANDE À LOUER

PLATEAU
MÉTRO MONT-ROYAL ou LAURIER
Cherche appart. 3 1/2 - 4 1/2, libre imm. Bonnes références.
Jour: 985-3322, soir: 598-7012.

251 BUREAUX À LOUER

1560 BOUL. ST-JOSEPH EST coin Fabre, 5 pièces + sous-sol. Belles boiserie, chauffé, Jean Lemieux: 476-6105.

309 COLLECTION MONNAIES, TIMBRES

PIECES NUMISMATIQUES OR à vendre, de 1976 à 1988 - 1/2 oz. Troy. Mt: (514)467-8153.

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION. + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/ usagés. 685-4051.
Les Aménagements F.B. Inc.

325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

MAGNIFIQUE PIANO DE CONCERT KNABE, 9 pi., reconditionné à neuf par expert. Prix à discuter. (514)955-6264, (514)229-2423.

530 COURS

ANGLAIS INTENSIF prof diplômée de McGill. Privé et semi-privé. 849-5484.

AIDER LE MONDE MOT À MOT

CODE
L'autonomie grâce à l'alphabétisation dans le monde en développement

Pour renseignements, composer le 1-800-669-2633